

### *Les crédits*

même souffle que ces réductions sont prématurées et que nous ne devrions pas appuyer la conversion de notre industrie de défense au secteur civil ni contribuer à réorienter cette technologie vers des secteurs où la demande est plus forte.

Le député pourrait-il nous expliquer la position plutôt paradoxale de son parti à cet égard? Pourquoi conteste-t-il les réductions? N'est-ce pas ce que son parti réclame depuis toujours? Pourquoi conteste-t-il les économies qui ont été réalisées après beaucoup d'efforts et de remises en question de la part du présent gouvernement? Quelles autres dépenses propose-t-il de réduire pour que le budget de la Défense demeure plus élevé que ne le recommande le gouvernement?

**M. Stinson:** Madame la Présidente, nous avons toujours préconisé de réduire les dépenses militaires. Mais nous avons aussi affirmé que les études devaient précéder les réductions. Il est un peu tard et un peu ridicule de dire après coup que les coupures n'étaient pas justifiées. Les études devraient être faites avant les coupures. Telle est notre position à ce sujet.

Quant à subventionner un secteur industriel, n'oublions pas que ce secteur a déjà été subventionné à sa création et qu'on veut maintenant en subventionner la conversion.

À cet égard, je demanderai au gouvernement ce qui compte le plus ici? Une entreprise privée s'efforce d'être concurrentielle, mais l'argent de ses impôts sert dans bien des cas à constituer une entreprise rivale. Il est plutôt dur pour une entreprise non subventionnée de concurrencer une entreprise subventionnée. L'une et l'autre n'ont pas les mêmes problèmes ni, souvent, les mêmes responsabilités.

• (1620)

Lorsqu'on veut verser des subventions, il faut aussi établir des priorités. Quelqu'un ici peut-il me dire pourquoi on subventionne des gens, des entreprises qui concurrencent directement des entreprises privées, alors qu'on ferme des hôpitaux? Cela n'a absolument aucun sens pour personne, mais je veux bien qu'on m'explique.

**M. John Harvard (Winnipeg St. James):** Madame la Présidente, je suis très heureux de prendre part au débat parce que d'importantes sociétés aérospatiales et la base des Forces armées canadiennes de Winnipeg se trouvent dans ma circonscription.

Dans son livre rouge, le gouvernement affirme que la rationalisation de l'industrie militaire à l'échelle mondiale menace des emplois de haute technologie au Canada.

Avant de parler de l'engagement du gouvernement en faveur de la reconversion de l'industrie militaire, je dois préciser que ce n'est ni une fantaisie passagère ni un élément inclus dans notre programme électoral pour faire bonne impression. La rationalisation de l'industrie militaire à l'échelle mondiale est déjà commencée. Le gouvernement favorise une intervention réfléchie et structurée, durable à long terme et adaptée aux besoins de l'industrie et de ses travailleurs hautement qualifiés.

C'est la situation sur le marché mondial qui crée la nécessité de se convertir, car l'industrie canadienne de la défense est particulièrement exposée aux changements. Il ne saurait en être autrement puisque, quelqu'un l'a dit avant moi, 50 p. 100 des

entreprises du secteur de la défense implantées au Canada appartiennent à des étrangers, surtout à des Américains. La majorité des entreprises canadiennes du secteur de la défense fournissent des sous-systèmes et des composantes, et produisent en sous-traitance pour des entreprises américaines. D'ailleurs, le gros des exportations canadiennes se fait vers les États-Unis.

Les géants de la planète, c'est-à-dire les sociétés américaines qui détiennent les contrats de première main, ont commencé à rationaliser leurs structures et, ce qui est tout aussi important pour les fournisseurs canadiens, madame la Présidente, leurs procédés de fabrication. La rationalisation commence à toucher tous les maillons de la chaîne de production, y compris les fournisseurs de sous-systèmes et de composantes, c'est-à-dire les entreprises canadiennes puisque c'est à ces niveaux qu'elles ont acquis leur expertise.

Parallèlement, ces géants se diversifient et pénètrent les marchés de la technologie avancée où ils bousculent nos entreprises, plus petites et plus diversifiées. Au Canada, les entreprises du secteur de l'aérospatiale et de l'électronique de pointe sont menacées et elles doivent être prêtes à s'adapter. Pour sa part, le gouvernement est prêt à leur apporter une aide et à collaborer avec elles.

Le député de Nanaïmo—Cowichan a déclaré ce matin que le gouvernement devrait parler aux dirigeants d'entreprises de l'Ouest. Je peux lui dire, ainsi qu'à tous les députés, que c'est exactement ce que le gouvernement fait.

Le 3 mars dernier, l'honorable ministre de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien, le secrétaire parlementaire du ministre des Finances et moi-même avons rencontré les présidents-directeurs généraux de dix entreprises de l'Ouest du domaine de l'aérospatiale et de la défense pour discuter de leurs vues sur la reconversion de l'industrie militaire dans le contexte de la politique scientifique et technologique et du nouveau plan spatial à long terme.

Ces discussions générales font partie de la nouvelle approche adoptée par le ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien, qui travaillera dorénavant en collaboration avec l'industrie et les provinces dans le cadre d'initiatives stratégiques pour essayer de régler les problèmes économiques à la source plutôt que de traiter les symptômes à mesure qu'ils se manifestent dans diverses entreprises.

La réunion de mars était la première d'une série de rencontres auxquelles participeront de nombreuses entreprises de l'Ouest. Lors de la prochaine réunion, qui aura lieu plus tard ce printemps, le secteur privé présentera une stratégie d'ensemble et recommandera des mesures précises pour faciliter la reconversion de l'industrie militaire dans l'ouest du Canada.

Nous écoutons les dirigeants de l'industrie et travaillons en étroite collaboration avec eux dans le cadre d'un vaste plan d'aide pour l'industrie aérospatiale et l'industrie de l'électronique dans l'Ouest. Par exemple, nous sommes pleinement conscients de l'impact immédiat des compressions budgétaires dans le secteur de la défense et travaillons avec l'industrie pour assurer une transition sans heurts.